



ESPACE  
SENIORS

*Différents discours politiques  
sur la pauvreté à déconstruire*

*(Analyse)*

## 1. Introduction

La lutte contre les inégalités sociales est un cheval de bataille d'Espace Seniors. En tant qu'association d'éducation permanente socialiste, nous sommes soucieux de porter un regard critique sur les phénomènes de discrimination, de domination et d'injustice sociale afin de réfléchir aux leviers d'action envisageables pour leur transformation. De ce fait, nous ne sommes pas insensibles à la paupérisation qui traverse notre société et en particulier celle dont une part importante des personnes âgées sont victimes.

En Belgique, 24 % des seniors vit sous le seuil de pauvreté. Ce taux est nuancé. Les revenus de pension constituent un élément parmi d'autres du maintien du bien-être et de la sécurité d'existence des personnes âgées. Logement, culture, remboursement des soins de santé, mobilité... sont autant de facteurs qui entrent en ligne de compte. Cela étant dit, la pauvreté de revenus dans la population des seniors est une problématique bien réelle que nous ne pouvons négliger. Il est utile de rappeler « que 59% des femmes et 33% des hommes ayant droit à une pension perçoivent un montant inférieur à 1000 euros. Près de la moitié d'entre eux, 28% des femmes et 16% des hommes perçoivent un montant inférieur à 750 euros » (Protection sociale et pauvreté, p.106).

Quels chemins devons-nous prendre pour faire diminuer ces taux de pauvreté ? Des discours politiques pluriels répondent à ce questionnement selon une représentation qui leur est propre<sup>1</sup>. Une première représentation, à tendance libérale, considère que la diminution de la pauvreté en Belgique ne pourra se réaliser que par l'augmentation de la richesse nationale. La seconde, qui s'oriente vers une philosophie charitable, promeut une sensibilisation à la « tolérance de l'autre » pour lutter contre la discrimination sociale des personnes en situation de pauvreté. La vision socialiste enfin préconise qu'une répartition des revenus de manière plus égalitaire entre les couches sociales de la société est la réponse adéquate pour solutionner le problème sans chercher à l'éviter.

Dans ce texte, nous analyserons et déconstruirons d'abord deux visions qui naturalisent le phénomène de pauvreté : la vision libérale et la vision charitable. Ensuite, nous expliquerons pourquoi la défense des mécanismes sociaux de répartition des richesses nous semble être la réponse la plus adéquate pour diminuer la pauvreté qui touche les seniors.

## 2. Deux discours sur les pauvres

### a. Le discours néolibéral

Le néolibéralisme fonde son existence sur les « lois du marché économique » qu'il considère comme naturelles. Selon le modèle d'économie néolibérale, moins il y a de régulation de la part de l'État, mieux la société se porte. Il encourage par conséquent plus de flexibilité et

---

<sup>1</sup> Il est important de savoir que les représentations sociales façonnent nos mentalités et influencent nos attitudes et comportements. Prendre conscience que ces représentations sont multiples et se positionner à leur égard en âme et conscience est essentiel pour rester acteur de ses choix politiques.

d'autonomie de la part des acteurs de l'économie afin d'augmenter le profit et le bénéfice des grosses entreprises et donc la richesse du pays. C'est comme ça que les États sont capables, en période de crise économique, de déboursier énormément d'argent pour sauver les banques, au détriment de budgets publics qui auraient pu être alloués à la santé, aux pensions ou encore à l'accueil des personnes âgées.

Dans ce système, la dimension financière supplantent la dimension sociale et le bien-être des citoyens. Paradoxalement, même si le pays enregistre une croissance économique positive, le taux de pauvreté croît également. La diminution de la pauvreté dans un pays n'est donc pas liée à sa croissance économique.

Dans cette pensée néolibérale, le vieillissement de la population est vu comme un coût, un défi économique qu'il va falloir gérer au plus vite. Aussi, des solutions pour contrer le problème de la pauvreté des pensionnés seraient de maintenir les seniors au travail le plus longtemps possible et de favoriser les systèmes de capitalisation des pensions<sup>2</sup>. Or des études montrent que les systèmes basés sur l'épargne individuelle des pensions (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> piliers) avantagent les plus riches (capables d'épargner) et appauvrissent les classes plus précaires (dont les revenus ne permettent pas l'épargne).

L'individualisme encouragé par cette vision considère qu'un pensionné, dont le revenu est insuffisant pour répondre à ses besoins, est responsable de cette situation, dont il pourrait prévoir la conséquence. Cette vision ne prend donc pas en considération les inégalités de revenus au fondement de l'augmentation de la pauvreté. Parallèlement à cette vision néolibérale dominante dans nos sociétés occidentales, un second discours prend aussi de l'ampleur dans l'espace politique et médiatique. Celui-ci propose d'améliorer « l'intégration des pauvres ».

## **b. Le discours « intégrateur »**

Jusqu'à la fin des années 80, le problème de la pauvreté était toujours associé à la question des inégalités sociales. Pour le résoudre, il fallait tendre vers plus d'égalité entre riches et pauvres d'une population. D'après Daniel Zamora, doctorant en Science Politique à l'ULB, aujourd'hui, cette idée est devenue l'exception.

Effectivement, depuis quelques temps, une rhétorique<sup>3</sup> empreinte de valeurs judéo-chrétiennes s'impose de plus en plus dans l'espace public (discours politiques, médiatiques, campagnes de sensibilisation...). Elle soutient l'idée que la pauvreté est liée à une déficience individuelle du pauvre plus qu'à un manque de répartition des richesses. Une partie des discours politiques contemporains relatifs à la pauvreté encouragent la « lutte contre la discrimination » des pauvres<sup>4</sup> et favorisent le respect de cet « être différent ». Ils invitent donc les citoyens à plus de tolérance envers les pauvres mais ne proposent pas de solution pour évincer la pauvreté.

---

<sup>2</sup> Pour plus d'information sur les trois piliers de pension, voir le dossier « Pourquoi défendre la sécurité sociale » sur le site d'Espace Seniors. [www.espace-seniors.be](http://www.espace-seniors.be)

<sup>3</sup> La rhétorique est l'art de persuader par le biais d'un discours.

<sup>4</sup> La lutte contre la discrimination peut se mener quand il s'agit de vaincre le racisme, par exemple. Quelqu'un issu d'une culture différente que la nôtre mérite d'être respecté dans sa différence. Pour la pauvreté ce n'est pas la même chose. La pauvreté n'a pas

Dans son article « *Plaidoyer contre le respect des pauvres* », Zamora donne l'exemple d'un projet financé par la ministre Maggie De Block (openVLD) appelé « Solid'Hair » qui propose une visite gratuite chez le coiffeur aux personnes précarisées. Selon elle, la pauvreté serait donc une question d'apparence physique et de stéréotype sur lesquels il faut agir. « Ce qui choque notre ministre c'est donc moins l'inégalité – mot qu'elle ne prononce pas une seule fois dans toute sa note de politique générale – au fondement de la pauvreté, que les préjudices identitaires et le mépris social que subissent les pauvres »<sup>5</sup>. Or il semble opportun de nous questionner : le pauvre veut-t-il vraiment être respecté dans sa pauvreté ou précisément sortir de celle-ci ?

### 3. Lutter contre les inégalités avant tout

Ces deux discours, libéral et « intégrateur », masquent le problème de pauvreté plus qu'ils n'agissent sur ses causes. Les « lois naturelles » de l'économie n'ont fait qu'augmenter le taux de pauvreté en Belgique et chez les seniors en particulier. En outre, les idées qui véhiculent que les pauvres méritent d'être respectés « pour ce qu'ils sont », n'ont pas réussies à faire mieux. Les pauvres restent pauvres et sont de plus en plus nombreux ! On le voit, ces deux tendances (libérale et charitable) entretiennent une « naturalisation » du phénomène au lieu d'aller vers une réelle transformation sociale.

Pourquoi l'égalité, valeur phare d'Espace Seniors et de Solidaris, est-elle meilleure pour tous ? C'est une question à laquelle Richard Wilkinson et Kate Pickett, épidémiologistes britanniques, se sont proposés de répondre dans leur dernier ouvrage qui a eu un franc succès en Angleterre<sup>6</sup>. Preuves chiffrées à l'appui, difficiles à remettre en cause, ils montrent que « ce n'est pas la **richesse** qui fait le bonheur des sociétés, mais l'**égalité** des conditions ». La meilleure **répartition de revenus** entre les couches sociales d'une population est la seule solution pour diminuer son taux de pauvreté, d'après les auteurs.

Selon ces épidémiologistes, les problèmes auxquels nos sociétés font face (santé, délinquance, décrochage scolaire...) sont fortement liés aux **écarts** entre les richesses et non à la richesse du pays. Par conséquent, dans les pays au plus faible taux d'inégalité de revenu (Suède, Finlande, Norvège), les indices de pauvreté, d'espérance de vie, de bonne santé, de bien-être marquent une tendance largement plus positive que dans les pays où les écarts sont plus importants (États-Unis, Australie, Angleterre, Portugal...). Les auteurs montrent même que l'égalité est aussi profitable pour les plus riches. Par exemple, en ce qui concerne la santé, dans les pays très inégalitaires, les pauvres sont davantage touchés par l'obésité et les riches par les maladies cardio-vasculaires (le néolibéralisme stresse les travailleurs à très haut revenu). Dans les pays plus égalitaires, ces deux maladies sont au contraire moins fréquentes.

---

trait à la discrimination, elle est la résultante d'un système inégalitaire. En parlant de ce phénomène en tant que problème de discrimination entre riches et pauvres, on contribue à le nier.

<sup>5</sup> ZAMORA D., « Plaidoyer contre le respect des pauvres », La Libre Belgique février 2014.

<sup>6</sup> PICKETT K., WILKINSON R. (2013) Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Paris : Les petits matins.

#### 4. Ce qu'Espace Seniors défend

Dans le quotidien « Le Soir » du 19 juin 2014, un ensemble de signataires d'une carte blanche provenant de syndicats, associations et autres réseaux de lutte contre la pauvreté soutenait que « la pauvreté n'est pas un accident de parcours, mais une conséquence directe de choix politiques ». **L'égalité** des conditions socio-économiques constitue un cheval de bataille de notre association. En tant qu'acteur social et politique, nous continuerons à dénoncer les injustices de notre système et les inégalités sociales qui en découlent. Il est plus que jamais temps de renforcer les dispositifs de **répartition des richesses** qui constituent la force sociale de notre État.

La **défense de la sécurité sociale** est une priorité afin d'assurer un accès à la santé (physique, économique, sociale et psychologique) pour tous. Pour ce faire, il est important de rappeler toute l'importance de notre **système mutuelliste belge**. Lors des dernières élections de mai 2014, des représentants politiques tentaient de convaincre que celui-ci n'avait plus vraiment d'utilité dans le contexte économique actuel. Au contraire, pour toutes les raisons évoquées, nous pensons que la mutualité a, plus que jamais, un rôle social indispensable, qu'il faut renforcer. Dans un monde marqué par l'insécurité et l'incertitude, la sécurité sociale fournit certaines réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés, puisqu'elle dégage une culture de la solidarité face aux risques de la vie et face à d'autres événements appelant une protection. Dans la même logique, la sauvegarde du **premier pilier de pension**, basé sur une répartition des richesses, est élémentaire. Il doit supplanter les deuxième et troisième piliers, axés sur la capitalisation individuelle des richesses<sup>7</sup>.

En outre, nous demandons aux responsables politiques de garantir l'accès aux **allocations sociales** pour les personnes vivant encore sous le seuil de pauvreté. Le montant de la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées) doit permettre à ses bénéficiaires de mener une vie décente. Infaisable vu l'évolution budgétaire belge ? Nous pensons au contraire que l'exercice est réalisable mais dépend de **choix politiques**. Selon les signataires de la carte blanche, 6 milliard d'euros sont consacrés chaque année pour la déduction des intérêts notionnels<sup>8</sup>. Cela coûte donc très cher au gouvernement. Or, la Cour des comptes a évalué en 2008 qu'il faudrait 1,5 milliard d'euros pour évincer la pauvreté en Belgique. En toute logique, un rééquilibrage des budgets fixés par nos représentants au gouvernement est prioritaire.

Enfin, notre vision du « **vieillessement actif** »<sup>9</sup> ne veut pas s'arrêter à l'emploi des personnes âgées dont la retraite est bien méritée. Augmenter l'âge de départ à la retraite et supprimer certains régimes de pension anticipée serait inefficace et injuste d'après Éric Toussaint, économiste à l'Université de Liège<sup>10</sup>. Inefficace parce que cela diminuerait le pouvoir d'achat des jeunes chômeurs qui souhaitent travailler et injuste parce que les seniors se sont battus pour accéder à ce droit. **Le vieillissement de la population ne doit pas être considéré**

---

<sup>7</sup> Voir dossier pension sur site Espace Seniors

<sup>8</sup> Intérêt notionnel : moyen pour les entreprises de détourner la part imposable de leur bénéfice. Elles conservent donc une part de l'argent qui pourrait être attribuer à la collectivité.

<sup>9</sup> Cette notion a été mise à l'honneur en 2012 à l'occasion de l'année européenne du vieillissement actif.

<sup>10</sup> La Libre Belgique, "diminuer les pensions pour assainir les finances publiques?"; 11 juin 2014, p53

**comme un coût sociétal mais bien comme une richesse** (création d'emploi pour les plus jeunes, savoirs d'expérience utiles pour la collectivité, volontariat...). C'est justement une occasion unique pour repenser la base du fonctionnement de notre société et redonner sens aux valeurs sociales d'égalité et de solidarité. « L'époque n'est-elle pas, à la critique du libéralisme échevelé et du creusement des inégalités ? »<sup>11</sup>

Nous emprunterons les mots de Daniel Zamora pour conclure :

*« Seule une conception néolibérale permet l'idée d'une lutte contre la pauvreté sans redistribution des richesses. Les pauvres n'ont besoin ni de coiffeur ni de respect, mais de redistribution ! »*

### **Bibliographie et sites internet consultés :**

- PICKETT K., WILKINSON R. (2013) Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Paris : Les petits matins.
- ZAMORA D. Plaidoyer contre le respect des pauvres. La libre Belgique. Février 2014
- <http://www.scienceshumaines.com/> (site visité le 03/06/2014)
- « Diminuer les pensions pour assainir les finances publiques ? », La libre Belgique, le 11/06/2014

#### **Qui sommes-nous ?**

*Espace Seniors est une association d'éducation permanente faisant partie du réseau Solidaris, active sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

*Contribuer au développement d'une citoyenneté active des seniors, promouvoir leur participation active et leur intégration sociale, favoriser leur bien-être, leur santé et leur épanouissement sont quelques-uns de nos objectifs.*

*Pour cela, nous organisons des actions de proximité (groupe de soutien, formations...) et des actions d'information, de sensibilisation et de prévention (campagnes, conférences, brochures...).*

**Retrouvez toutes nos analyses sur [www.espace-seniors.be](http://www.espace-seniors.be) !**

---

<sup>11</sup> Magazine Sciences Humaines